

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
CAHIER DES CHARGES N° 015/SCM/SCHS/2023



FOURNITURE DE PNEUMATIQUES POUR LES ENGIN ET VEHICULES  
DE LA SOCIETE DES CIMENTS DE HADJAR-SOUD.

Date de publication : 14/01/2024

Date de clôture : 22/02/2024 à 10h00

Date d'ouverture de plis : 22/02/2024 à 10h00



Décembre / 2023.





# SOMMAIRE

## **A : DISPOSITIONS GENERALES**

- Article 01: Objet du cahier des charges
- Article 02: Etendue de la fourniture
- Article 03 : Caractéristiques techniques de la fourniture
- Article 04: Mode de passation
- Article 05: Conditions de participation
- Article 06: Exclusions de la participation aux marchés de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE
- Article 07: Conflit d'intérêts

## **B : PREPARATION ET DEPOT DES OFFRES**

- Article 08: Eclaircissements aux dossiers d'appel d'offres
- Article 09 : Modifications aux documents de l'appel d'offres
- Article 10 : Frais de soumission
- Article 11 : Langue utilisée
- Article 12 : Visite du site
- Article 13 : Consistance de la soumission
- Article 14 : Retrait du cahier des charges
- Article 15 : Durée de préparation des offres
- Article 16 : Durée de validité des offres
- Article 17 : Date et heure limite de dépôt des offres
- Article 18 : Modification et retrait des offres

## **C : OUVERTURE DES PLIS, RECEVABILITE ET EVALUATION DES OFFRES**

- Article 19 : Ouverture des plis
- Article 20 : Documents de recevabilité
- Article 21 : Evaluation et choix des offres
  - Article 21.1: Critères Techniques
  - Article 21.2: Critère financier
  - Article 21.3: Évaluation finale et choix
  - Article 21.4: Prix de l'offre
  - Article 21.5: Vérification des capacités des SOUMISSIONNAIRES
  - Article 21.6: Caractère confidentiel de l'évaluation des offres
  - Article 21.7: Correction des erreurs de calcul
- Article 22 : Marge de préférence accordée aux produits d'origine algérienne

## **D) ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

- Article 23 : Décisions de la SOCIETE CONTRACTANTE sur l'Appel d'Offre
- Article 24 : Fourniture des documents originaux
- Article 25 : Attribution provisoire du marché
- Article 26 : Droit de recours
- Article 27 : Désistement de l'attributaire du marché
- Article 28 : Mise au point et signature du marché
- Article 29 : Notification de l'attribution du marché

## **E) CLAUSES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES ET FINANCIERES**

- Article 30 : Documents contractuels, utilisation et diffusion de renseignements
- Article 31 : Conditions d'exécution
  - Article 31.1 : Emballage
  - Article 31.2 : Délai et planning de livraison
  - Article 31.3 : Transport et assurance



- Article 32 : Réceptions
- Article 33 : Nature des prix et modalités de Paiement
- Article 34 : Garanties
- Article 35 : Obligations et responsabilités du SOUMISSIONNAIRE
- Article 36 : Obligations du CLIENT
- Articles 37 : Impôts et taxes
- Article 38 : Pénalité de retard
- Article 39 : Sous-traitance
- Article 40 : Avenants au contrat
- Article 41 : Litiges
- Article 42 : Résiliation
- Article 43 : Force majeure
- Article 44 : Acceptation des clauses et conditions du cahier des charges

## ANNEXES

- ANNEXE 01 : FICHE D'IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE
- ANNEXE 02 : LA DECLARATION A SOUSCRIRE
- ANNEXE 03 : LA LETTRE DE SOUMISSION
- ANNEXE 04: LA DECLARATION DE PROBITE
- ANNEXE 05 : DELEGATION DE POUVOIR
- ANNEXE 06 : ATTESTATION D'EXCLUSION DES INTERMEDIAIRES
- ANNEXE 07 : DECLARATION DE CONDIDATURE
- ANNEXE08 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DE LA FOURNITURE
- ANNEXE 09 : PRESENTATION DE L'OFFRE COMMERCIALE





## **Définitions :**

**Soumissionnaire :** Candidat qui propose une offre, en vue de la passation d'un marché, Contrat, Convention ou une commande avec la société SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

**Société Contractante :** La Société des Ciments de Hadjar- Soud, Société par Action, Filiale de Groupe GICA par abréviation « SOCIÉTÉ CONTRACTANTE ».

**Cocontractant :** L'opérateur économique détenteur d'un marché, Contrat, Convention ou une commande avec la société SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

**Client :** la Société Contractante.

**Soumissionnaire :** le Cocontractant-Fournisseur.

**Manuel de procédure de passation :** l'ensemble des procédures et règlements régissant la passation des marchés et commandes au niveau du Groupe GICA et la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.



## A : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 01 : Objet du cahier des charges

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les termes et les conditions auxquelles doivent se conformer la SOCIETE CONTRACTANTE et le SOUMISSIONNAIRE en vue de fournir des pneumatiques pour les engins et véhicules de la société des ciments de Hadjar Soud.

### Article 02 : Etendue de la fourniture

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir des pneumatiques de différentes dimensions pour les engins et véhicules de la Société des Ciments de Hadjar Soud répondant aux spécifications données en ANNEXE du présent cahier des charges ;

La fourniture est composée de plusieurs lots, Le SOUMISSIONNAIRE peut déposer une offre pour la totalité des lots comme il peut soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Seuls les fabricants de pneumatiques ou leur représentant peuvent soumissionner et remettre une offre globale ou partielle (par lot).

### Article 03 : Caractéristiques techniques de la fourniture

Les caractéristiques des fournitures objet du présent cahier des charges sont détaillées dans le descriptif technique en ANNEXE du présent cahier des charges. Ces caractéristiques sont données à titre indicatif.

Les spécifications techniques sont énonciatives et non limitatives ; le SOUMISSIONNAIRE ne pourra pas, par conséquent, se prévaloir d'une omission pour se dispenser de fournir les accessoires non mentionnés d'une manière explicite dans son offre ou dans le présent cahier des charges mais qui seraient indispensables ou simplement utiles au bon fonctionnement ou à la sécurité des fournitures.

Le SOUMISSIONNAIRE devra assurer la mise à disposition à la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE l'ensemble de la fourniture avec tous leurs accessoires nécessaires ou utiles, pour assurer le service dans des conditions irréprochables de fonctionnement, d'économie et de sécurité.

A l'exception des véhicules légers, les autres pneus d'engins tels que sont définis en ANNEXE doivent répondre aux conditions d'exécution :

- Domaine d'utilisation carrière calcaire
- Construction robuste : fonctionnant 24 h/24 h
- Conditions de fonctionnements : zone poussiéreuse.
- Matières à transporter ou charger : calcaire très dur
- Chemin de circulation : pente de 10%.
- Grande résistance à l'usure.
- Résiste à des capacités de charge : de 70 Tonnes pour les Dumpers et 50 Tonnes pour les chargeuses.

### Article 04 : Mode de passation

Le mode de passation est l'Appel d'offres National Restreint conformément au manuel de procédures de passation des marchés du Groupe GICA en vigueur à la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

Pour plus de détail consulté le site web : [www.schs.dz](http://www.schs.dz)





## **Article 05 : Conditions de participation**

Seuls les fabricants de la fourniture objet de ce cahier des charges ou leurs représentants peuvent soumissionner au présent appel d'offres.

Le SOUMISSIONNAIRE est tenu de présenter un document justifiant son statut de fabricant (l'attestation de fabricant délivrée par la chambre de commerce et d'industrie compétente).

Les représentants agréés des fabricants doivent présenter une attestation de représentation ainsi que les documents justifiant la qualité du fabricant représenté.

La SOCIETE CONTRACTANTE a la possibilité de procéder aux vérifications et contrôles nécessaires y compris la visite des ateliers de production du soumissionnaire afin de s'assurer de ses capacités à répondre aux besoins de la Société Contractante.

## **Article 06 : Exclusions de la participation aux marchés de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE**

Sont exclus de la participation au présent appel d'offre, les SOUMISSIONNAIRES se trouvant dans l'une des situations suivantes :

1. Les entreprises en état de liquidation ou de redressement judiciaire et les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée,
2. Les entreprises dans lesquelles les administrateurs de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE, les gestionnaires ou les membres de la commission des marchés possèdent des intérêts financiers et personnels de quelque nature que ce soit, sauf dans les cas légalement autorisés,
3. Les entreprises affiliées aux consultants ayant contribué à préparer tout ou partie des dossiers d'appel à la concurrence,
4. Les entreprises constituées d'ex-employés des Sociétés du Groupe « GICA » et ses filiales, ayant quittés leurs fonctions depuis une période inférieure à quatre (4) années,
5. Les entreprises qui se sont désistées après attribution d'un marché,
6. Les entreprises qui ont manqué à leurs obligations contractuelles ayant donné lieu à une résiliation de leurs marchés à leurs torts exclusifs,
7. Les entreprises inscrites au fichier national des auteurs d'infractions frauduleuses,
8. Les entreprises qui ont fourni délibérément des informations qui sont avérées inexactes,
9. Les entreprises qui commettent des manœuvres frauduleuses à travers notamment :
  - ✓ Une présentation erronée des faits afin d'influer sur le processus de passation du marché,
  - ✓ Une entente illicite avec un ou plusieurs autres SOUMISSIONNAIRES au préjudice de la SOCIETE CONTRACTANTE,
  - ✓ A l'origine d'une tentative de quelque nature qu'elle soit visant à influer sur l'évaluation et la décision d'attribution des marchés,
10. Les entreprises qui ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée et constatant un délit affectant leur probité professionnelle,
11. Les entreprises qui ne justifient pas du dépôt légal de leurs comptes sociaux,
12. Les entreprises qui ne sont pas en règle avec leurs obligations fiscales et parafiscales,
13. Les entreprises qui ont fait l'objet d'une condamnation pour infraction grave à la législation du travail et de la sécurité sociale,



14. Les entreprises qui se sont désistées pendant la durée de validité des offres sans motif valable,
15. Les entreprises qui ont été inscrites sur la liste des opérateurs économiques exclus de la participation des marchés du Groupe GICA,
16. Les entreprises qui ont été partie d'un contentieux les opposant à l'une des filiales du Groupe GICA,
17. Les entreprises ayant fait une fausse déclaration.

#### **Article 07 : Conflit d'intérêts**

Les SOUMISSIONNAIRES sont tenus d'éviter toute situation ou possibilité de conflit d'intérêt avec la SOCIETE CONTRACTANTE. A ce titre, leurs personnels ne pourront être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre de leurs missions exécutées pour la SOCIETE CONTRACTANTE.

Les SOUMISSIONNAIRES ont l'obligation d'informer la SOCIETE CONTRACTANTE de toute situation présente ou possible de conflit d'intérêt qui risquerait de les mettre dans l'impossibilité de servir au mieux l'intérêt de la SOCIETE CONTRACTANTE ou qui pourrait raisonnablement être interprétée comme ayant cet effet.

Faute d'informer la SOCIETE CONTRACTANTE sur l'existence de telles situations, le SOUMISSIONNAIRE pourra être disqualifié ou voire son marché résilié. La SOCIETE CONTRACTANTE se réserve le droit de poursuivre le SOUMISSIONNAIRE pour tout dommage moral ou matériel causé par le non-respect de cette disposition par le SOUMISSIONNAIRE.

La SOCIETE CONTRACTANTE traitera les situations de conflit d'intérêts conformément à ses procédures internes ainsi que par la législation et la réglementation en vigueur.

#### **B : PREPARATION ET DEPOT DES OFFRES**

#### **Article 08 : Eclaircissements aux dossiers d'appel d'offres**

Tout SOUMISSIONNAIRE désirant obtenir des éclaircissements sur le dossier d'appel d'offres peut notifier sa demande à la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE par écrit envoyée aux coordonnées ci-après. La SOCIETE CONTRACTANTE répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement sur le dossier d'appel d'offres, qu'elle aura reçue au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres.

Des copies de la réponse de la SOCIETE CONTRACTANTE seront adressées à tous les SOUMISSIONNAIRES qui auront retiré les dossiers d'appel d'offres.

Les coordonnées de la SOCIETE CONTRACTANTE sont les suivants :

**Société des Ciments de Hadjar-Soud  
SECRETARIAT DES MARCHES**

Téléphone : +213 38.47.59.83, Fax : + 213 38.47.59.83E-Mail : [scm21schs@gmail.com](mailto:scm21schs@gmail.com)

#### **Article 09 : Modification aux documents de l'appel d'offres**

La SOCIETE CONTRACTANTE peut, avant la date de dépôt des offres, apporter des modifications ou des compléments au présent cahier des charges à sa propre initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements. Elle doit alors notifier ces modifications par le biais d'un additif qui sera transmis par courrier à tous les SOUMISSIONNAIRES ayant retiré le cahier des charges, au plus tard dans les cinq (05) jours avant la date fixée pour la remise des offres.





## **Article 10 : Frais de soumission**

Le CANDIDAT ou SOUMISSIONNAIRE supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. La SOCIETE CONTRACTANTE ne sera en aucun cas responsable de ces coûts ni tenu de les payer, de quelque façon que se déroule le processus d'appel d'offres et quel qu'en soit le résultat.

## **Article 11 : Langue utilisée :**

L'offre établie par le SOUMISSIONNAIRE, ainsi que les courriers et tous les documents qui s'y rapportent et qui sont échangés entre les SOUMISSIONNAIRES et la SOCIETE CONTRACTANTE, sont rédigés en langue Arabe ou en langue française.

Dans le cas où le SOUMISSIONNAIRE présente une offre dans une autre langue, il est tenu de la présenter accompagnée d'une traduction officielle.

## **Article 12 : Visite du site**

Le SOUMISSIONNAIRE a le droit, s'il le juge utile, de visiter les lieux de stockage et d'exploitation de la fourniture. Et qui pourraient lui être nécessaires pour préparer son offre et prendre un engagement contractuel. Toutefois la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE peut ordonner le SOUMISSIONNAIRE à visiter le site si elle juge que cette visite est indispensable pour la préparation de l'offre du SOUMISSIONNAIRE.

La visite du site est sanctionnée par une attestation de visite du site signée contradictoirement par le SOUMISSIONNAIRE ou son représentant habilité et le représentant de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

Toutes les dépenses résultant de cette visite seront à la charge du SOUMISSIONNAIRE.

Dans tous les cas, la présentation de l'offre par le SOUMISSIONNAIRE l'engage dans tous les aspects d'exécution de la fourniture objet du présent cahier des charges.

## **Article 13 : Consistance de la soumission**

Le SOUMISSIONNAIRE doit présenter son offre en une offre technique et une offre financière, comme suit :

### **13.1. Offre Technique :**

L'offre technique contenant l'ensemble des documents exigés est placée dans une première enveloppe fermée portant la mention « Offre Technique ».

L'offre technique renferme notamment les documents ci-après :

1. Une fiche d'identification du SOUMISSIONNAIRE (ANNEXE 01),
2. Une déclaration à souscrire dûment renseignée, signée, cachetée et portant la griffe du SOUMISSIONNAIRE (ANNEXE 02),
3. Une déclaration de probité dûment renseignée, signée, cachetée et portant la griffe du SOUMISSIONNAIRE, (ANNEXE 04),
4. Attestation de délégation de Pouvoir dûment renseignée, signée, cachetée et portant la griffe du SOUMISSIONNAIRE, (ANNEXE 05),
5. Une attestation d'exclusion des intermédiaires dûment renseignée, signée, cachetée et portant la griffe du SOUMISSIONNAIRE (ANNEXE 6),
6. Une Déclaration de candidature (ANNEXE 07),
7. Copie du registre de commerce dans le domaine d'activité,
8. Les Statuts de la société à jour, bilans financiers certifiés des trois derniers exercices,
9. Les références bancaires (RIB, NIF, adresses et autres),
10. Une copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux des sociétés financières dotées de la personnalité morale de droit algérien,





11. Un extrait du casier judiciaire du SOUMISSIONNAIRE lorsqu'il s'agit d'une personne physique, ou du gérant ou représentant légal de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société pour les sociétés de droit algérien.
12. Les attestations fiscales et parafiscales en cours de validité (extrait de rôle, attestation de mise à jour CNAS et s'il y a lieu celles de CASNOS et CACOBATH). Ces attestations peuvent être fournies après la remise des offres et en tout état de cause avant l'attribution provisoire du contrat,
13. Références professionnelles en Algérie et à travers le monde justifiées par des procès de réception définitive, dont l'étendue est similaire à celle du présent cahier des charges,
14. Les caractéristiques et spécifications techniques détaillées des fournitures (fiche technique du produit),
15. L'origine du matériel et usine de fabrication : préciser le pays,
16. Une attestation de fabricant de la fourniture ou une attestation de représentant Justifiée,
17. Délais et planning de livraison de la fourniture,
18. Une présentation de son usine,
19. Le présent cahier des charges comportant le cachet humide de la société, paraphée sur chaque page, signé et cacheté par le SOUMISSIONNAIRE à la page où figure la mention « lu et acceptée »,
20. Une Copie du justificatif de paiement du retrait du cahier des charges.

### 13.2. Offre Financière :

L'offre financière contenant l'ensemble des documents exigés est placée dans une deuxième enveloppe fermée portant la mention « Offre Financière »

L'enveloppe financière doit renfermer les documents suivants :

1. La lettre de soumission (**ANNEXE 03**) dûment renseignée, signée, cachetée et portant la griffe du SOUMISSIONNAIRE,
  2. L'offre commerciale établie selon les exigences du cahier des charges, datée et signée par le SOUMISSIONNAIRE selon le modèle donné en **ANNEXE**.
- ✓ Le SOUMISSIONNAIRE peut déposer une offre pour la totalité des lots comme il peut soumissionner pour un ou plusieurs lots.
  - ✓ Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir une lettre de soumission en précisant le montant de chaque lot et le montant total de la soumission.

### 13.3. Forme et Présentation des offres (cachetage)

Les deux enveloppes fermées relatives à l'offre technique et l'offre financière sont placées à l'intérieur d'une troisième enveloppe sur laquelle sont portées uniquement les mentions suivantes :

**« A NE PAS OUVRIR que par la commission d'ouverture des plis »**

**Secrétaire de la Commission des Marchés S.C.H.S**

**Société des Ciments De Hadjar-Soud**

**Avis d'Appel d'Offre National Restreint N° 015/SCM/SCHS/2023**

**« Fourniture de pneumatiques pour les engins et véhicules de la Société des Ciments de Hadjar - Soud ».**





#### **Article 14 : Retrait du Cahiers des charges**

Le retrait du présent cahier des charges se fera par le SOUMISSIONNAIRE ou son représentant dûment mandaté contre paiement d'une somme de : **(20 000,00 DA)**, avec présentation du justificatif de paiement au niveau du secrétariat des marchés de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

#### **Article 15: Durée de préparation des offres**

La durée accordée aux SOUMISSIONNAIRES pour la préparation de leurs offres est fixée à **Trente (30) jours** à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans la presse nationale. La SOCIETE CONTRACTANTE peut, quand les circonstances le justifient, proroger la durée de préparation des offres. Dans ce cas, Elle en informe les SOUMISSIONNAIRES par tout moyen. Si le dernier jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée au premier jour ouvrable suivant.

La date de réception des offres auprès du secrétariat des marchés de la SOCIETE CONTRACTANTE ainsi que la date d'ouverture des plis est le dernier jour de la durée de préparation des offres.

#### **Article 16 : Durée de validité des offres**

Le SOUMISSIONNAIRE restera engagé par son offre pendant une durée de Cent -Vingt (120) jours à compter de la date de l'ouverture des offres. Dans des circonstances exceptionnelles, la SOCIETE CONTRACTANTE pourra solliciter par écrit le consentement du SOUMISSIONNAIRE à une prolongation du délai de validité de son offre. En cas de refus, son offre est écartée. La durée de validité de l'offre du SOUMISSIONNAIRE retenu, est prorogée systématiquement d'un mois supplémentaire à compter de la fin de la durée de validité des offres.

#### **Article 17 : Date et heure limite de dépôt des offres**

Les offres doivent être déposées par les SOUMISSIONNAIRES ou leurs représentants dûment mandatés auprès du secrétariat de la commission des marches de la SOCIETE CONTRACTANTE.

Toute soumission envoyée par courrier sera automatiquement rejetée. La date et heure limite de dépôt des offres sont fixées à la page de garde du présent cahier des charges. Tout pli parvenu au-delà de l'échéance susvisée ne sera pas accepté.

#### **Article 18 : Modification et retrait des offres**

Aucune offre ne peut être retirée ou modifiée après son dépôt.

### **C : OUVERTURE DES PLIS, RECEVABILITE ET EVALUATION DES OFFRES**

#### **Article 19 : Ouverture des plis**

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu au siège de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE. Les SOUMISSIONNAIRES ou leurs représentants, dûment mandatés, sont invités à y assister.

Les plis non anonymes, et ceux parvenus au-delà de la date et de l'heure fixées dans le présent cahier des charges ou ne comportant pas les mentions obligatoires, seront rejetés.

Les SOUMISSIONNAIRES sont invités par écrit, le cas échéant, à compléter leurs offres dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date d'ouverture des plis, sous peine de rejet de leurs offres, par les documents manquants ou incomplets exigés, à l'exception des documents de recevabilité et tous les documents qui servent à l'évaluation des offres.

Les informations communiquées à l'occasion de l'ouverture des plis, y compris les montants des soumissions, ne sont pas définitives et vont être examinés par la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE





lors de l'évaluation des offres.

Les SOUMISSIONNAIRES signeront une feuille de présence.

Les SOUMISSIONNAIRES ne peuvent intervenir pendant la séance de l'ouverture des plis et interrompre le déroulement ordinaire de la réunion, sauf si le président de la commission d'ouverture des plis l'autorise.

Toute tentative effectuée par un SOUMISSIONNAIRE pour influencer la commission d'ouverture des plis conduira au rejet de son offre.

Le procès-verbal de l'ouverture des plis est un document interne de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE et aucune copie ne peut être délivrée aux SOUMISSIONNAIRES.

## **Article 20 : Documents de recevabilité**

Les documents suivants sont obligatoires dans l'offre. Les offres dont au moins l'un des documents suivants, sera manquant, seront déclarées irrecevables.

1. Déclaration à souscrire ;
2. La lettre de soumission ;
3. Le présent cahier des charges paraphé par le SOUMISSIONNAIRE sur chaque page et comportant sur la dernière page sa signature et la mention « lu et accepté »
4. L'offre technique proprement dite « tout document faisant l'objet d'évaluation conformément à l'article 21 : Critères d'évaluation et Choix des offres » ;
5. L'offre commerciale présentée conformément au modèle du cahier des charges.

## **Article 21 : Evaluation et Choix des offres**

Outre la conformité au dossier d'appel d'offre, le choix du SOUMISSIONNAIRE sera basé sur les critères d'évaluation et un système de notation des offres techniques et financières avec les conditions suivantes :

- Note technique : 50 points
- Note financière : 50 points

**Note éliminatoire : l'offre technique ayant obtenu une note inférieure à vingt-cinq (25) points sera éliminée (pour chaque lot).**

Le choix du SOUMISSIONNAIRE retenu du présent appel d'offres se fera sur la base des critères suivants :

### **21.1 Critères Techniques :**

La commission d'évaluation des offres procédera à la notation des offres techniques sur la base du système d'évaluation suivant :

- **Caractéristiques techniques de la fourniture selon ANNEXE 08..... 15 points**
- **Références professionnelles du soumissionnaire pour ce type de la fourniture..... 10 points**
  - ☞ 02 points par procès de réception définitive pour ce type de la fourniture à la limite 10 points
- **Garanties techniques de la fourniture..... 15 points**
  - ☞ 15 points pour le SOUMISSIONNAIRE ayant proposé la meilleure durée de garantie,
  - ☞ Les autres SOUMISSIONNAIRES seront notés au prorata,
  - ☞ Le SOUMISSIONNAIRE ayant proposé une garantie inférieure à 12 mois sera éliminé.
- **Délais de livraisons..... 10 points**
  - ☞ 10 points pour le SOUMISSIONNAIRE ayant proposé le meilleur délai, les autres seront notés selon la formule suivante : (délai minimum/le délai proposé) x10





Le SOUMISSIONNAIRE qui donne les meilleures caractéristiques, garantie, délais et références sera le mieux noté

## 21.2 Critère financier :

21.2.1 - Montant total de la soumission : Cinquante (50) points

La note maximale financière sera attribuée à l'offre la moins disante.

Les points attribués pour les autres offres seront calculés comme suit :

$N = (Mn/Mc) \times \text{la note financière maximale}$

$N = (Mn/Mc) \times 50$

N : Note financière de l'offre considérée.

Mn : Montant global de l'offre financière la moins disante.

Mc : Montant global de l'offre financière considérée

## 21.3 Évaluation finale et choix des offres

L'offre ayant obtenu la note la plus élevée en additionnant les notes technique et financière sera retenue, sous réserve d'autres décisions de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

En cas d'égalité, la préférence sera donnée au SOUMISSIONNAIRE dans l'ordre suivant :

1. L'offre ayant la note financière la plus élevée,
2. L'offre qui a obtenu la meilleure note du critère technique (garantie technique du bon fonctionnement).
3. L'offre qui a obtenu la meilleure note du critère technique (délai de livraison)
4. Dont la création est la plus ancienne. (Sans interruption d'activité)

## 21.4 : Prix de l'offre

Le SOUMISSIONNAIRE indiquera sur le bordereau des prix approprié (l'offre commerciale), les prix unitaires, les prix totaux et le montant total de la soumission en hors taxes.

Les prix du bordereau devront être présentés séparément conformément au modèle en annexe.

Les prix proposés par le SOUMISSIONNAIRE seront fermes, non révisables et non actualisables pendant toute la durée d'exécution du contrat et ne pourront varier sur aucun point.

## 21.5 : Vérification des capacités des SOUMISSIONNAIRES

La SOCIÉTÉ CONTRACTANTE vérifie les capacités techniques, financières, commerciales, matérielles et humaines ainsi que les références des SOUMISSIONNAIRES. Elle peut demander des informations par tout moyen légal auprès d'autres services contractants et organismes chargés d'une mission de service public ou des banques.

Si les informations présentées par le SOUMISSIONNAIRE dans son dossier, ou suite à une demande de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE, s'avèrent non conformes ou comportent des inexactitudes, le SOUMISSIONNAIRE est exclu de la procédure d'évaluation.

La SOCIÉTÉ CONTRACTANTE écarte tout SOUMISSIONNAIRE, si elle est convaincue de l'incapacité du SOUMISSIONNAIRE à exécuter l'objet du présent cahier des charges.

## 21.6 : Caractère confidentiel de l'évaluation des offres

Aucune information relative à l'évaluation des offres ne pourra être divulguée aux SOUMISSIONNAIRES, ou à toute autre personne étrangère à la procédure d'examen et d'évaluation des offres.





Toute tentative effectuée par un SOUMISSIONNAIRE pour influencer la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE au cours de la procédure d'évaluation des offres, conduira au rejet de son offre.

Le résultat de la procédure d'évaluation sera annoncé dans l'avis d'attribution provisoire du marché dans le cas de l'appel d'offres, et par lettres d'information adressées aux SOUMISSIONNAIRES dans la procédure de présélection.

Les autres SOUMISSIONNAIRES auront le droit à s'informer de leurs évaluations dans un délai déterminé par l'avis d'attribution provisoire ou par lettres d'information.

### **21.7 : Correction des erreurs de calcul**

Les offres qui ont été reconnues conformes aux exigences du présent cahier des charges, seront vérifiées par la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE, pour la rectification des erreurs de calcul éventuelles pour assurer la cohérence des quantités et des prix. Elles seront corrigées de la façon suivante :

- Si un ou plusieurs prix unitaires n'est pas renseignés, l'offre sera rejetée.
- S'il existe une différence entre le prix unitaire en chiffre et en lettre, le prix unitaire en lettre fera foi, sauf si le prix en lettre est irréaliste, auquel cas le prix unitaire en chiffre prévaudra.
- Lorsqu'il y a une différence entre un prix unitaire du bordereau des prix unitaires et celui du devis quantitatif estimatif, le prix unitaire du bordereau des prix unitaires est pris en considération, sauf s'il s'agit d'une erreur grossière de virgule ou s'avère irréaliste, auquel cas le prix unitaire du devis quantitatif estimatif prévaudra.
- Le montant total de l'offre sera arrêté sur la base des corrections ci-dessus.
- Le SOUMISSIONNAIRE s'engage à accepter les corrections ainsi effectuées, et présenter les documents dûment corrigés s'il est retenu.
- Si le SOUMISSIONNAIRE n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée.

### **Article 22 : Marge de préférence accordée aux produits d'origine algérienne**

Une marge de préférence d'un taux de 25 % sera accordée aux produits d'origine algérienne et / ou entreprises de droit algérien conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Pour les marchés de fournitures, l'octroi de la marge de préférence est subordonné à la présentation d'un certificat d'origine algérienne délivré par la chambre de commerce et d'industrie, spécifique aux produits demandés dans le présent cahier des charges. Pour les autres types de marchés, l'octroi de la marge prendra en considération les statuts de l'entreprise soumissionnaire.

Le bénéfice de cette marge est subordonné, dans le cas où le SOUMISSIONNAIRE est un groupement constitué d'entreprises de droit algérien et d'entreprises étrangères, à la justification des parts détenues par l'entreprise de droit algérien et l'entreprise étrangère, en termes de tâches à réaliser et leurs montants. La marge de préférence est applicable aux offres financières des soumissionnaires pré-qualifiés techniquement suivant les critères de choix affichés dans le présent cahier des charges. Les prix mentionnés dans les offres financières, tous droits et taxes compris, des produits importés, seront majorés de 25 %.

### **D) ATTRIBUTION DU MARCHÉ.**

#### **Article 23 : Décisions de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE sur l'Appel d'Offre**

La SOCIÉTÉ CONTRACTANTE se réserve le droit d'annuler, à tout moment, avant la notification du marché, la procédure de passation de marché faisant l'objet du présent cahier des charges sans avoir à en justifier les raisons et sans que cela n'ouvre droit à une quelconque



indemnisation pour les SOUMISSIONNAIRES. La SOCIETE CONTRACTANTE peut rejeter l'offre retenue, s'il est établi que son attribution entraînerait une domination du marché par le SOUMISSIONNAIRE retenu ou fausserait, de toute autre manière, la concurrence dans le secteur concerné. La Société Contractante peut rejeter l'offre si dans sa totalité ou un de ces composants lui paraît anormalement bas, et ce, après avoir demandé par écrit au SOUMISSIONNAIRE les précisions qu'elle juge utiles et vérifié les justifications fournies. La SOCIETE CONTRACTANTE peut rejeter aussi l'offre qui lui paraît excessivement chère.

#### **Article 24 : Fourniture des documents originaux**

Le SOUMISSIONNAIRE classé provisoirement premier sera invité par la SOCIETE CONTRACTANTE si elle le juge nécessaire à présenter les documents originaux de son offre et à justifier toute information contenue dans son dossier ou ses déclarations dans un délai maximum de Dix (10) jours. Le défaut de présentation des documents ou la non justification des informations contenues dans son dossier dans le délai prescrit, entraîne l'exclusion de son offre.

Si après signature du marché, la SOCIETE CONTRACTANTE découvre que des informations fournies par le titulaire du marché sont erronées, elle prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant, nonobstant les autres poursuites qu'elle juge nécessaires pour continuer l'exécution du marché.

#### **Article 25 : Attribution provisoire du marché**

L'avis d'attribution provisoire du marché au SOUMISSIONNAIRE retenu sera publié dans la presse nationale. Les autres SOUMISSIONNAIRES seront invités, ceux d'entre eux qui sont intéressés, dans le même avis, de se rapprocher du secrétariat des marchés de la SOCIETE CONTRACTANTE, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du Marché, à prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

#### **Article 26 : Droit de recours**

Le SOUMISSIONNAIRE qui conteste le choix opéré par la SOCIETE CONTRACTANTE, peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours, à compter de la date de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans la presse, auprès du secrétariat de la commission des marchés de la SOCIETE CONTRACTANTE.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour l'introduction des recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

#### **Article 27 : Désistement de l'attributaire provisoire**

Durant la période de validité des offres, lorsque le SOUMISSIONNAIRE se désiste avant la notification du marché, ou refuse d'accuser réception de cette notification, la SOCIETE CONTRACTANTE peut continuer l'évaluation des offres restantes, dans le respect du principe du libre jeu de la concurrence et des critères d'évaluation prévus dans le cahier des charges.

Le SOUMISSIONNAIRE désistant est considéré exclu de la participation des marchés de la SOCIETE CONTRACTANTE.

#### **Article 28 : Mise au point et Signature du marché**

La SOCIETE CONTRACTANTE peut avant la signature du marché et avec l'accord de l'attributaire provisoire, procéder aux négociations des termes du marché, mise au point des clauses contractuelles, l'optimisation de son offre et actualisation des documents sans remettre en cause les conditions de la concurrence.

Le marché ne sera signé par la SOCIETE CONTRACTANTE qu'après accord des organes habilités de la SOCIETE CONTRACTANTE.





## **Article 29 : Notification de l'attribution du marché**

Avant l'expiration du délai de validité des offres, éventuellement prorogée, et après l'approbation des organes habilités, la SOCIETE CONTRACTANTE notifiera le marché au SOUMISSIONNAIRE retenu pour sa mise en vigueur.

## **E) CLAUSES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES, ET FINANCIERES**

### **Article 30 : Documents contractuels, utilisation et diffusion de renseignement**

Les documents contractuels constituant le contrat à conclure sont :

1. Le contrat,
2. Les annexes du contrat,
3. Le cahier des charges,
4. L'offre du SOUMISSIONNAIRE.

Les divergences qui pourraient exister entre les différents documents contractuels, seront interprétées en donnant la priorité au texte du présent contrat, puis aux documents dans l'ordre d'énumération ci-dessus, chaque document ayant la prééminence sur les suivants.

Sauf consentement préalable de la SOCIETE CONTRACTANTE donné par écrit, le SOUMISSIONNAIRE ne communiquera le cahier des charges ou le contrat, ni aucune de ses clauses, ou informations fournis par la SOCIETE CONTRACTANTE ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le PRESTATAIRE pour l'exécution du contrat.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Sauf consentement préalable de la SOCIETE CONTRACTANTE donné par écrit, le SOUMISSIONNAIRE n'utilisera les documents et les informations énumérés ci-dessus, que pour l'exécution du contrat.

Le non-respect de ces dispositions donnera le droit à la SOCIETE CONTRACTANTE de réclamer au FOURNISSEUR des indemnités et prononcer éventuellement la résiliation du Contrat.

### **Article 31 : Conditions d'exécution**

#### **31.1 : Emballage**

Le SOUMISSIONNAIRE assurera l'emballage du matériel de façon à prévenir les avaries, dommages et vols pendant son transport jusqu'à destination finale et conformément aux stipulations Contractuelles, en précisant les modalités d'emballage, calage, marquage, étiquetage...

L'emballage, éventuellement le calage du matériel ainsi que les formalités relatives à son expédition incombent entièrement au SOUMISSIONNAIRE.

#### **31.2 : Délai et planning des livraisons :**

Le SOUMISSIONNAIRE s'engage à fournir l'ensemble des fournitures objet du cahier des charges durant le délai de livraison pour lequel s'est engagé. Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer clairement le délai de livraison sur site de la fourniture.





Dans des cas exceptionnels, le planning de livraisons pourrait être modifié ou différé à la demande de la SOCIETE CONTRACTANTE, et le SOUMISSIONNAIRE est tenu de s'adapter à toutes modifications.

### **31.3 : Transport et assurances :**

Les frais de transport et d'assurance des fournitures jusqu'au site du CLIENT sont à la charge du SOUMISSIONNAIRE.

## **Article 32 : Réceptions**

### **32.1 Réception de conformité**

La réception physique sera prononcée sur le site du CLIENT, après vérification de la conformité de la fourniture. Un procès-verbal de réception de conformité sera établi, sur lequel seront consignées les éventuelles réserves, formulées par le CLIENT et le FOURNISSEUR. L'approbation de conformité par le CLIENT ne dégage en rien la responsabilité du FOURNISSEUR.

En cas d'absence du FOURNISSEUR dûment informé, le procès-verbal de réception de conformité établi par le CLIENT et transmis au FOURNISSEUR, est considéré comme valable.

### **32.2 Réception définitive**

La réception définitive sera prononcée après l'expiration de la période de garantie. Le FOURNISSEUR doit, au préalable, lever toutes les réserves formulées durant la durée de garantie. Si aucune réserve ne subsiste, il sera dressé un procès-verbal signé par les deux parties prononçant la réception définitive.

Si une ou plusieurs réserves persistent, le CLIENT relance le FOURNISSEUR pour les lever dans un délai déterminé, à défaut le CLIENT procède à la mise en jeu de la retenue de garantie.

La signature du procès-verbal de réception définitive, entraîne la main levée, par le CLIENT, de la retenue de garantie.

## **Article 33 : Nature des prix et modalités de paiement**

### **33.1 : Nature des prix :**

Les prix que le FOURNISSEUR facturera pour les fournitures livrées en exécution du contrat à conclure seront fixes, non révisables et non actualisables pendant toute la durée du contrat.

### **33.2 : Modalités de paiement :**

Les modalités de paiement seront arrêtées définitivement par la SOCIETE CONTRACTANTE après les négociations. Les sommes dues au SOUMISSIONNAIRE par la SOCIETE CONTRACTANTE au titre du contrat, seront réglées comme suit :

- Quatre-vingt-dix (**90 %**) du Montant de la fourniture : seront payés par chèque ou virement bancaire avec un différé de paiement de 30 jours date de facturation dans le délai proposé après la réception de conformité des fournitures contre la remise des documents suivants :
  - ✓ Factures commerciales originales, dûment signées, cachetées et détaillées article par article, à établir pour chaque livraison,
  - ✓ Procès-verbal de réception de conformité des fournitures signé contradictoirement par le CLIENT et le FOURNISSEUR.





- Dix (10 %) comme retenue de garantie du montant de la fourniture seront payés par chèque ou virement bancaire après la réception définitive de la fourniture.

## **Article 34 : Garanties**

### **34.1 : Garantie technique des fournitures**

Le SOUMISSIONNAIRE garantit, l'ensemble de la fourniture, objet du présent cahier des charges, contre tout vice de fabrication, défaut qualitatif des matériaux utilisés pour la fabrication.

Le SOUMISSIONNAIRE doit garantir la fourniture, pour une période minimum de Douze Mois (12) mois après vérification de conformité de la fourniture.

### **34.2 : Délai de Garantie**

Le SOUMISSIONNAIRE est tenu à respecter le délai de garantie pour lequel s'est engagé et qui va commencer à compter de la réception de conformité jusqu'à la réception définitive. Pendant ce délai, Il remplacera à sa charge, dans les délais qui lui seront impartis, toute la fourniture reconnue défectueuse par la SOCIETE CONTRACTANTE.

### **34.3 : Garantie financière**

Le SOUMISSIONNAIRE est tenu de fournir au profit de la SOCIETE CONTRACTANTE une retenue de garantie de dix (10%) du montant total du contrat en toutes taxes comprises.

Cette garantie sera libérée après la prononciation de la réception définitive.

### **34.4 : Normes à respecter**

Le SOUMISSIONNAIRE retenu devra fournir un certificat de conformité de la fourniture et les normes auxquelles doivent répondre les fournitures.

### **34.5 : Brevets**

Le SOUMISSIONNAIRE retenu la SOCIETE CONTRACTANTE contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

### **34.6 : Pays d'origines**

Toutes les fournitures livrées et tous les services connexes rendus en exécution de l'objet du contrat seront originaires du pays du SOUMISSIONNAIRE ou des pays indiqués dans son offre.

Toutes fournitures provenant d'autres pays seront subordonnées à l'accord préalable et écrit de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

## **Article 35 : Obligations et responsabilités du SOUMISSIONNAIRE**

Les obligations du SOUMISSIONNAIRE comprennent :

- La fourniture de pneumatiques, conformément à l'étendue des fournitures reprise en ANNEXE du présent cahier des charges.





- L'assistance technique au titre de la garantie requise.
- Assurance de la régularité des livraisons de la fourniture, rendu sur site du CLIENT, conformément aux spécifications techniques et au planning de livraison annexés au contrat,

Le SOUMISSIONNAIRE sera responsable vis-à-vis du CLIENT de :

- L'observation des règles, normes et recommandations s'appliquant à son activité.
- L'observation de performances et garanties contractuelles.

La responsabilité du SOUMISSIONNAIRE n'est atténuée en rien par l'examen, l'approbation des documents, les inspections, les contrôles et les essais auxquels le CLIENT procédera ou assistera.

### **Article 36 : Obligations du CLIENT**

Les obligations du CLIENT comprennent :

- La mise à disposition de toutes les informations, nécessaires au SOUMISSIONNAIRE pour la bonne exécution du contrat,
- Le déchargement de la fourniture livrée dans les lieux de stockage.

### **ARTICLE 37 : Impôts et taxes :**

Le montant du marché s'entend hors impôts, taxes et droits de douane en Algérie. Tous taxes, impôts et droits de douane, exigées par l'administration Fiscale algérienne au titre du marché sont à la charge du CLIENT conformément à la réglementation algérienne en vigueur.

### **Article 38 : Pénalités de retard**

Sous réserve des dispositions de la clause de Force Majeure, en cas de non-respect des délais de livraison pour des raisons incombant au SOUMISSIONNAIRE, le CLIENT sans préjudice des autres recours qu'il détient au titre du contrat, pourra déduire du Prix de ce contrat à titre de pénalités, un (01)% du montant de la fourniture subissant un retard de Sept jours (07), dans la limite de CINQ pour cent (05)% du montant total du contrat en Hors taxes.

A défaut de paiement par le SOUMISSIONNAIRE dans un délai de 30 jours à compter de la notification des pénalités de retard, le CLIENT se réserve le droit de les déduire sur les paiements à intervenir ou la mise en jeu de la retenue de garantie.

Si le montant des pénalités de retard atteint les CINQ pour cent (05%), le CLIENT aura la faculté de résilier le contrat.

### **Article 39 : Sous-traitance**

Le SOUMISSIONNAIRE ne peut en aucun cas, sous-traiter tout ou partie des fournitures qui lui sont confiés durant toute la période contractuelle sans l'accord préalable de la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE.

Dans le cas où la sous-traitance a été autorisée par la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE, le SOUMISSIONNAIRE notifiera par écrit à la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE tous les marchés de sous-traitance consentis dans le cadre du Contrat.

La sous-traitance ne dégagera pas la responsabilité du SOUMISSIONNAIRE, ni ne le libérera d'aucune de ses obligations dans le cadre du marché.





Les contrats de sous-traitance conclus par le SOUMISSIONNAIRE sont soumis aux dispositions du présent cahier des charges.

#### **Article 40 : Avenants au Contrat**

Toute modification d'une ou plusieurs clauses contractuelles ne peut être effectuée que par un avenant.

#### **Article 41 : Litiges**

Les relations entre la SOCIÉTÉ CONTRACTANTE et le SOUMISSIONNAIRE sont régis par les dispositions du présent cahier des charges.

Toutefois et en cas de litige, les parties s'efforceront de régler à l'amiable les différends éventuels survenus lors de l'exécution du contrat.

Dans le cas où le différend persiste, le litige sera soumis au tribunal algérien compétent.

#### **Article 42 : Résiliation**

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'une des clauses du contrat par le FOURNISSEUR, le CLIENT aura la faculté de résilier le contrat, sans préjudice de droits à dommages et intérêts.

Toutefois, cette résiliation ne pourra intervenir qu'à l'expiration d'un délai spécifié dans deux mises en demeure restées infructueuses.

Le CLIENT aura en outre, la faculté de résilier unilatéralement le contrat dans les conditions ci-après :

- Si le FOURNISSEUR ne se conforme pas aux obligations et aux prescriptions du présent marché,
- En cas de cessation des activités,
- En cas de non-conformité des travaux,
- En cas de dépôt de bilan,
- En cas de faillite ou règlement judiciaire.

#### **Article 43 : Force Majeure**

On entend par force majeure tout évènement imprévisible, irrésistible, insurmontable, hors du contrôle des parties lorsque cet acte ou évènement à une incidence directe sur l'exécution du contrat.

Au cas où interviendrait un évènement qui consisterait un cas de force majeure, les obligations de l'une ou des deux parties affectées par force majeure seraient prorogées automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance du cas de force majeure.

Il reste entendu que cette prorogation n'entraînera pas de pénalité à la charge de la partie empêchée.

La partie qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après la survenance d'un cas de force majeure adresser une notification « express » à l'autre partie.

Cette notification devra être accompagnée de toutes les informations circonstanciées, utiles et intervenir dans les huit jours calendaires suivants.





Tout retard pour cas de force majeure non notifié dans les conditions et les formes ci-dessus ne sera en aucune façon retenu pour le décompte du délai contractuel ni opposable.

Dans tous les cas, la partie concernée devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer, dans le plus bref délai, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de force majeure.

**Article 44 : Acceptation des Clauses du cahier des charges**

Le SOUMISSIONNAIRE s'engage à avoir lu, compris, et accepté tous les articles et conditions du présent cahier des charges. Il est tenu de parapher toutes les pages du présent cahier des charges et transcrita de sa propre main la mention « lu et accepté » au bas de cette page.

**Lu et accepté**  
(NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE)  
(CACHET DE LA SOCIETE)





Annexe 01

FICHE D'IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

Raison sociale : .....

Nationalité : .....

Siège et adresse : .....

Capital social : .....

Nature juridique : .....

Date de création : .....





Annexe 02

DECLARATION A SOUSCRIRE

DENOMINATION DE LA SOCIETE : .....  
OU RAISON SOCIAL : .....  
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL : .....  
FORME JURIDIQUE DE LA SOCIETE : .....  
MONTANT DU CAPITAL SOCIAL : .....  
N° et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers,  
ou autre à (préciser) de : .....  
Wilaya où seront exécutées les prestations faisant l'objet du marché :  
.....  
Nom, Prénom, Nationalité, Date et lieu de naissance du ou des responsables statutaires de la  
société et des personnes ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché : le  
déclarant atteste que la société est qualifiée et /ou agréer par un organisme spécialisé à cet  
effet, lorsque cela est prévu par les textes  
réglementaires : .....  
Dans l'affirmative : indiquer l'organisme qui a délivré le document, son numéro, sa date de  
délivrance et sa date d'expiration) : .....  
Le déclarant atteste que la société a réalisé pendant trois années un chiffre d'affaire annuel  
moyen de (indiquer le montant du chiffre d'affaire en chiffre et en  
lettres) : .....  
.....  
Existe- il des privilèges et nantissement inscrit à l'encontre de la société au greffe du tribunal,  
section financière : .....  
Dans l'affirmative : (préciser la nature de ces privilèges et nantissement et identifier le  
tribunal) : .....  
Le déclarant atteste que la société n'est pas en état de faillite, de liquidation ou de cessation  
d'activité : .....  
Le déclarant atteste que la société ne fait pas l'objet d'une procédure de déclaration de  
faillite, de liquidation ou de cessation d'activité : .....  
La société est elle en état de règlement judiciaire ou de concordat : .....  
Dans l'affirmative : (indiquer le tribunal et indiquer la date de jugement ou de l'ordonnance,  
dans quelle conditions la société est elle autorisée à poursuivre son activité et le nom et  
l'adresse du syndic de règlement judiciaire) : .....  
La société a-t-elle été condamnée en application des dispositions de l'ordonnance N° 03-03 du  
19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence? : .....  
Dans l'affirmative : (préciser la cause de la condamnation, la sanction et la date de la décision)  
.....  
Le déclarant atteste que la société est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et  
l'obligation du dépôt légal de ses comptes sociaux : .....  
La société s'est-elle redue coupable de fausses déclarations ? : .....  
Dans l'affirmative : (préciser à quelle occasion, la sanction infligée et sa date).  
.....  
La société a-t-elle fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée et constatant un  
délict affectant sa probité professionnelle ? : .....  
Dans l'affirmative : (préciser la cause de la condamnation, la sanction et la date de jugement)  
.....





La société a-t-elle fait l'objet de décision de résiliation aux torts exclusifs, par des maîtres d'ouvrage ? : .....

Dans l'affirmative : (indiquer les maîtres d'ouvrages concernés, les motifs de leurs décisions, s'il y a eu recours auprès de la commission nationale des marchés compétente, ou de la justice et les décisions ou jugements et leur date) .....

La société est-elle inscrite sur la liste des opérateurs économiques interdits de soumissionner aux marchés publics : .....

Dans l'affirmative : (indiquer l'infraction et la date d'inscription à ce fichier) : .....

La société est-elle inscrite au fichier national des fraudeurs, auteurs d'infractions graves aux législations et réglementation fiscales, douanières et financières ? : .....

La société a-t-elle fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée et constatant un délit affectant sa probité professionnelle ? : .....

Dans l'affirmative : (préciser l'infraction, la condamnation et la date de la décision) .....

Indiquer le nom, le prénom, la qualité, la date et lieu de naissance et la nationalité du signataire de la déclaration : .....

J'affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Je certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance N° 66-156 du 08 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts

FAIT A.....LE.....

(Non, qualité du signataire et cachet du SOUMISSIONNAIRE)

**NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir sa propre déclaration à souscrire.**

**Le chef de file doit mentionner qu'il agit au nom du groupement et préciser la nature du groupement (conjoint ou solidaire).**





Annexe 03

SOUMISSION

Je soussigné(e),  
Nom et Prénom : .....  
Profession : .....  
Demeurant à : .....  
Agissant au nom et pour le compte de : .....  
Inscrit (e) au registre de commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) de : .....

Après avoir pris connaissance des pièces du projet de marché et après avoir apprécié, à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter. Remets, revêtus de ma signature, un bordereau des prix et un délai estimé établis conformément aux cadres figurant au dossier du projet du marché.

Me soumetts en m'engage envers (indiquer le nom du service contractant :  
A exécuter les prestations conformément aux conditions de cahier des prescriptions spéciales et moyennant la somme de (indiquer le montant du marché en dinars et, le cas échéant, en devises étrangères, en chiffres et en lettres, et en hors taxes et en toutes taxes) : .....

M'engage à exécuter le marché dans un délai de : indiquer les délais en chiffre et en lettres .....

Le service contractant se libère des sommes dues, par lui, en faisant donner crédit au compte bancaire ou CCP N° .....Après :

Adresse : .....

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance N° 66-156 du 08 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts

FAIT A.....LE.....  
(Non, qualité du signataire et cachet du SOUMISSIONNAIRE)

**NB : En cas de groupement, Le chef de file doit mentionner qu'il agit au nom du groupement et préciser la nature du groupement (conjoint ou solidaire).**





Annexe 04

DECLARATION DE PROBITE

Je soussigné(e),

Nom et Prénom : .....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

Je déclare sur l'honneur que ni moi, ni l'un de mes employés, représentants ou sous-traitants, n'avons fait l'objet de poursuites pour corruption ou tentative de corruption d'agent public.

M'engage à ne recourir à aucun acte ou manœuvre dans le but de faciliter ou de privilégier le traitement de mon offre au détriment de la concurrence loyale.

M'engage à ne pas m'adonner à des actes ou des manœuvres tendant à promettre d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, une rémunération ou avantage de quelque nature que soit, à l'occasion de la préparation, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution d'un marché, contrat ou avenant.

Déclare avoir pris connaissance que la découverte d'indices concordants de partialité ou de corruption, avant, pendant ou après la procédure de conclusion d'un marché, le contrat ou avenant constituerait un motif suffisant pour prendre toute autre mesure coercitive, pouvant aller jusqu'à l'inscription sur la liste d'interdiction des opérateurs économiques de soumissionner au marchés publics, la résiliation du marché ou du contrat et/ou l'engagement des poursuites judiciaires.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance N° 66-156 du 08 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts

FAIT A.....LE.....  
(Non, qualité du signataire et cachet du SOUMISSIONNAIRE)

NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir sa propre déclaration de probité.  
En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit fournir sa propre déclaration de probité.





Annexe 5

DELEGATION DE POUVOIR

Je soussigné (Nom, Prénom, Fonction) : .....

De la société : .....

Forme juridique de la société : .....

Au capital social de : .....

Adresse du siège social : .....

Agissant en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par : .....

En date du : .....

Avec possibilité de déléguer, donner par la présente, pouvoir à monsieur (nom et Prénom de au nom de la société) : .....

De négocier et conclure avec la société : .....

Un contrat de : .....

.....

En foi de quoi, je délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

FAIT A.....LE.....

Le Soumissionnaire

(Non, qualité du signataire et cachet du soumissionnaire)





## Annexe 06

### ATTESTATION D'EXCLUSION DES INTERMEDIAIRES

La loi algérienne proscrit formellement le recours aux intermédiaires. L'intervention d'un intermédiaire et le recours à tout intermédiaire sont proscrits par la loi n°88-29 du 19 juillet 1988, relative au monopole de l'état sur le commerce extérieur et sont passibles des peines prévues aux articles 128, 243 et 423 du code pénal.

En conséquence, le présent marché ou contrat est conclu et sera exécuté sans l'entremise, l'assistance ou l'intervention d'un intermédiaire, courtier, commissionnaire ou assimilé. Par l'intermédiaire, au sens du présent marché ou contrat, les parties entendent :

Toute personne qui vise à prélever d'une façon occulte ou parasitaire une commission sur l'opération d'importation sans qu'il y ait fournitures de service conformément aux usages observés en matière de commerce extérieur.

Se livre ou promet de se livrer à une ou plusieurs interventions mettant en jeu des relations réelles ou supposées au sein de l'état ou des organismes de l'état tels que définis dans la loi n°88-29 du 19 juillet 1988, relative au monopole de l'état sur le commerce extérieur.

Ou use de procédés tendant à persuader la partie non - algérienne mentionnée ci-dessus de sa capacité à utiliser en faveur de celle-ci, ses relations réelles ou supposées.

Ou se procure ou tente de se procurer, avec ou sans la participation volontaire d'un agent de l'état ou d'un organisme de l'état, des informations ou documents ainsi recueillis en vue d'obtenir à son avantage la conclusion du contrat.

Les fournitures de conseils, d'études et d'assistance qui seraient nécessaires lors de la préparation, la négociation, la conclusion ou l'exécution du présent contrat ne peuvent être assurées que par des personnes physiques agissant soit à titre individuel, soit dans le cadre de groupements professionnels et exerçant directement et d'une manière effective leurs activités dans le cadre d'une profession organisée par la Loi moyennant une rémunération conforme aux dispositions législatives ou réglementaires organisant la profession considérée.

Toute personne physique, qui en violation des dispositions de la présente Loi, intervient en dehors du cadre légal et réglementaire dans les opérations mettant en jeu le commerce extérieur de l'Algérie, ou divulgue une information à l'extérieur de nature à nuire aux intérêts de la partie Algérienne lors de la préparation, de la négociation et de l'exécution d'opération de commerce extérieur, est passible des peines prévues au code pénal.

**SIGNATURE**





**DECLARATION DE CANDIDATURE**

**1. Identification du service contractant :**

Désignation du service contractant représenté par La Société des Ciments de HadjarSoud SPA.

- **Objet du marché:** Fourniture de pneumatiques des engins et véhicules de la Société des Ciments de Hadjar-Soud.

**Objet de la candidature :**

La présente déclaration de candidature est présentée dans le cadre d'un marché public alloti :

Non  Oui

Dans l'affirmative :

Préciser les numéros des lots ainsi que leurs intitulés : .....

**2. Présentation du candidat ou soumissionnaire :**

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché public : .....

agissant :

En son nom et pour son compte.

Au nom et pour le compte de la société qu'il représente

a. Candidat ou soumissionnaire seul :

Dénomination de la société : .....

Adresse de fax, adresse électronique, numéro d'identification statique (NIS) pour les entreprises de droit Algérien: .....

Forme juridique de la société: .....

Montant du capital social : .....

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile) : .....

b. Candidat ou soumissionnaire membre d'un groupement momentané d'entreprises :

Le groupement est Conjoint  Solidaire

Nombre de membres dans le groupement (en chiffres et en lettres): .....

Nom du groupement : .....

Présentation de chaque membre du groupement

1. Dénomination de la société: .....

Adresse, n° de fax, adresse électronique, numéro d'identification statique (NIS) pour les entreprises de droit Algérien: .....

Forme juridique de la société : .....

Montant du capital social : .....





La société est mandataire du groupement ? : Non  Oui

Les membres du groupement (Tous les membres du groupement doivent opter pour le même choix):

- Signent individuellement la déclaration à souscrire, la lettre de soumission, l'offre du groupement ainsi que toutes modifications du marché public qui pourraient intervenir ultérieurement Ou ;
- Donnent mandat à un membre du groupement, conformément à la convention de groupement qui accompagne l'offre, pour signer, en son nom et pour son compte, la déclaration à souscrire, la lettre de soumission, l'offre du groupement et ainsi que toutes modifications du marché public qui pourraient intervenir ultérieurement ;

Dans le cas d'un groupement conjoint préciser les prestations exécutées par chaque membre du groupement, en indiquant le numéro du lot ou des lots concerné(s), le cas échéant:.....

### 3. Déclaration du candidat ou soumissionnaire :

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il n'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics :

- pour avoir refusé de compléter son offre ou du fait qu'il s'est désisté de l'exécution d'un marché public ;
- du fait qu'il soit en état de faillite, de liquidation de cessation d'activité ou du fait qu'il fait l'objet d'une procédure relative à l'une de ces situations ;
- pour avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée constatant un délit affectant sa probité professionnelle ;
- pour avoir fait une fausse déclaration ;
- du fait qu'il soit inscrit sur la liste des entreprises défailtantes ;
- du fait qu'il soit inscrit sur la liste des opérateurs économiques interdits de participer aux marchés publics ;
- du fait qu'il soit inscrit au fichier national des fraudeurs, auteurs d'infractions graves aux législations et réglementations fiscales, douanières et commerciales ;
- pour avoir fait l'objet d'une condamnation définitive par la justice pour infraction grave à la législation du travail ;
- du fait qu'il soit une société étrangère qui n'a pas honoré son engagement d'investir ;
- du fait qu'il ne soit pas en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie ;
- pour n'avoir pas effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien ;

Oui  Non

Dans la négative (à préciser) : .....

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en règlement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Dans le cas où l'entreprise fait l'objet d'un règlement judiciaire ou de concordat le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il est autorisé à poursuivre son activité.

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il

- Est inscrit au registre de commerce  ou ;
- Est inscrit au registre de l'artisanat et des métiers, pour les artisans d'art  ou ;
- Détient la carte professionnelle d'artisanat  ou ;
- Est dans une autre situation  (à préciser) : .....





Dénomination exacte et adresse de l'organisme, numéro et date d'inscription :.....

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il détient le numéro d'identification fiscale suivant : ....., délivré par .....le....., pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie.

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il n'existe pas de privilèges, nantissements, gages et/ou des hypothèques inscrits à l'encontre de l'entreprise.

Non  Oui

Dans négative :(préciser leur nature et joindre copie de leurs états, délivrés par une autorité compétente).....

Le candidat ou soumissionnaire déclare que la société n'a pas été condamnée en application de l'ordonnance n°03-03 du 19 Joumada 1424 correspondant au 19 juillet 2003, relative à la concurrence ou en application de tout autre dispositif équivalent :

Non  Oui

Dans négative: (préciser la cause de la condamnation, la sanction et la date de la décision, et joindre copie de cette décision).....

Le candidat ou soumissionnaire seul ou en groupement déclare présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public et produit à cet effet, les documents demandés par le service contractant dans le cahier des charges (lister ci-après les documents joints) :

- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;

Le candidat ou soumissionnaire déclare que :

- la société est qualifiée et/ou agréée par une administration publique ou un organisme spécialisé à cet effet, lorsque cela est prévu par un texte réglementaire :

Non  Oui

Dans l'affirmative : (indiquer l'administration publique ou l'organisme spécialisé qui a délivré le document, son numéro, sa date de délivrance et sa date d'expiration) .....

- la société a réalisé pendant .....(indiquer la période considérée exigée dans le cahier des charges) un chiffre d'affaires annuel moyen de (indiquer le montant du chiffre d'affaires en chiffres, en lettres et en hors taxes): ..... , dont .....% sont en relation avec l'objet du marché public ou du lot ou des lots (barrer la mention inutile).

Le candidat ou soumissionnaire présente un sous-traitant :

Non  Oui

Dans l'affirmative remplir la déclaration du Sous-traitant.

**4. Signature du soumissionnaire ou soumissionnaire seul ou de chaque membre du groupement**





J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché public ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n° 66-156 du 18 Safar 1386 correspondant au 8 juin 1966 portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Nom, prénom, qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature
.....	.....	.....





CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA FOURNITURE.

	MACHINES	DIMENSIONS	QUANTITE DEMANDEES	CARACTERISTIQUES
<b>DUMPERS</b>	<p>LOT 2</p> <p>EH1000- EH1100- HD465- TEREX70</p>	<p>24.00R35 Type : E4 TUBLESS RADIAL</p>	36 avec joints	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bande de roulement profond.</li> <li>- Résistibilité aux sols boueux et humides</li> <li>- Très bonne traction.</li> <li>- Paroi latérale protégée, grande résistance aux coupures et aux perforations.</li> <li>- Moins de vibration.</li> <li>- Le facteur TKPH <math>\geq 300</math> pour (24.00R35).</li> <li>- Capacité de charge <math>\geq 18500</math> KG</li> <li>- pression <math>\geq 7</math> bar</li> </ul>
<b>CHARGEURS</b>	<p>LOT 1</p> <p>KOMATSU WA700-3</p>	<p>40/65/39 Type : L5</p>	03 avec joints	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour roche agressives et abrasives dans les exploitations des carrières.</li> <li>- Une bande de roulement extra profonde.</li> <li>- Une bonne traction, stabilité, et moins de vibration.</li> <li>- Grande résistance aux coupures et perforations.</li> <li>- Plis 36 et plus.</li> </ul>
	<p>KOMATSU WA600-3 HITACHI ZW550</p> <p>LOT 2</p>	<p>35/65/R33 Type : L5</p>	02 avec joints	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une bande de roulement extra profonde.</li> <li>- Une bonne traction, stabilité, et moins de vibration.</li> </ul>
<b>COMPRESSEUR</b>	<p>LOT 3</p> <p>ATLAS COPCO XRHS 366 CD</p>	<p>225/75R16 radiale</p>	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une bonne traction.</li> <li>- Auto-nettoyage.</li> <li>- Résistibilité aux sols boueux et humides.</li> <li>- Grande résistance aux coupures et perforations.</li> </ul>
<b>CHARIOT ELEVATEUR</b>	<p>LOT 4</p> <p>GERMAN CE170D 7t</p>	<p>750X15 avec chambre à air</p>	08 avec chambre à air	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Excellente adhérence.</li> <li>- L'auto-nettoyage.</li> <li>- Moins de vibration.</li> <li>- Bande de roulement profond.</li> <li>- Bonne résistance aux coupures et perforation.</li> </ul>



	LOT 5 HYUNDAI 70DF-7	8.25X15 avec chambre à air	06 avec chambre à air	-Capacité de charge $\geq 3650$ KG -Indice de pression $\geq 10$ bar -Indice de vitesse $\geq 25$ km/h
CAMION	LOT 6 HYUNDAI HD 1000	12R22.5	20	- Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides. - Une bonne traction, stabilité, et moins de vibration.
	LOT 6 SHACMAN SX325			
VEHICULE	LOT 7 MERCEDES 461	265/75R16	04	confortables et silencieux, Une bonne traction. - Auto-nettoyage.
	LOT 7 MERCEDES BENZ	235/65R16	05	
REMOR.BENNE	LOT 8  MAGI RAB6	13/65R18	02 avec chambre à air	Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides. - Grande résistance aux coupures et perforations -Capacité de charge $\geq 2800$ KG -Indice de pression $\geq 5$ bar -Indice de vitesse $\geq 40$ km/h
NIVELEUSE	LOT 9 KOMATSU GD.655.A3	1300/24	04	Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides. - Grande résistance aux coupures et perforations.
EXCAVATRICE	LOT 10 CAT CAT236D	10.16 ,5 avec chambre à air	20 avec chambre à air	Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides. - Grande résistance aux coupures et perforations
	LOT 10 BOBCAT S175			
	LOT 10  CAT CAT236B3	12/16,5 avec chambre à air	05 avec chambre à air	Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides. - Grande résistance aux coupures et perforations
	LOT 10  PELLETEUSE		06	Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides.



	CAT 428F2	340/800-18 (12.5/80-18)		- Grande résistance aux coupures et perforations -Capacité de charge $\geq 2000$ KG -Indice de pression $\geq 5$ bar -Indice de vitesse $\geq 40$ km/h
VEHICULES LEGERES	LOT 11 WOLKSWAGEN CADY	195/65R16	19	confortables et silencieux, Une bonne traction. - Auto-nettoyage.
	LOT 11 PEUGEOT PARTNER TEPEE	215/55R16	07	confortables et silencieux, Une bonne traction. - Auto-nettoyage. -Capacité de charge $\geq 650$ KG -Indice de pression $\geq 3$ bar -Indice de vitesse $\geq 240$ km/h
	LOT 11 PEUGEOT 308	205/55R16	15	confortables et silencieux, Une bonne traction. - Auto-nettoyage. Capacité de charge $\geq 650$ KG -Indice de pression $\geq 3$ bar -Indice de vitesse $\geq 240$ km/h
	LOT 11 OCTAVIA FL 2.0 TDI			
VEHICULE S TOUS TERRAINS	LOT 11 NISSAN TVTSLASY61	235/85R16	02	confortables et silencieux, bonne motricité sur terrains meubles (boue, herbe, sable.) -Capacité de charge $\geq 1120$ KG -Indice de pression $\geq 3$ bar -Indice de vitesse $\geq 180$ km/h
	LOT 11 TOYOTA VTT	255/70R15	05	confortables et silencieux, bonne motricité sur terrains meubles (boue, herbe, sable.) -Capacité de charge $\geq 1120$ KG -Indice de pression $\geq 3$ bar -Indice de vitesse $\geq 180$ km/h
	LOT 11 FOURGON WOLKSWAGEN 7JO	205/65R16	05	confortables et silencieux, Une bonne traction. - Auto-nettoyage.
TRACTEUR	LOT 12 CIRTA C6806	7,50X16	04 avec chambre à air	Une bonne traction. - Auto-nettoyage. - Résistibilité aux sols boueux et humides. - Grande résistance aux coupures et perforations -Capacité de charge $\geq 875$ KG -Indice de pression $\geq 3,7$ bar -Indice de vitesse $\geq 30$ km/h



**PRESENTATION DE L'OFFRE COMMERCIALE**

**LOT :** .....

DESIGNATION ET DESCRIPTIF TECHNIQUE	QANTITE	PRIX UNITAIRE (DZD)	PRIX TOTAL (HT) (DZD)
LOT N° .....  Liste de la fourniture			
		MONTANT TOTAL FOURNITURE HORS TAXES (HT)	
		MONTANT TVA	
		MONTANT TOTAL EN TOUTES TAXES COMPRISES (TTC)	

Montant total TTC en lettre : .....

.....

(NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE)  
(CACHET DE LA SOCIETE)

